



PAR COURRIEL

Le 19 novembre 2020

N/Réf. : 19911-IRAN
19913-INDE
19914-BANGLADESH
19915-PAKISTAN
19916-VIETNAM
19917-CORÉE DU SUD

Objet : Demande d'accès aux documents – *Décision*

En réponse à vos demandes d'accès reçues à nos bureaux le 15 octobre 2020 et visant à obtenir le document *Profil pays* des pays mentionnés en objet, nous vous transmettons une partie des renseignements demandés et détenus par le Ministère.

À cet égard, notez que la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Loi) prévoit certaines restrictions au droit d'accès. Ainsi, en vertu des articles 18, 37, 53 et 54 de la Loi, l'accès à certains renseignements vous est refusé.

Veillez noter que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information du Québec de réviser cette décision, et ce, dans les trente (30) jours suivant la date de la présente lettre. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante:

www.cai.gouv.qc.ca/citoyens/recours-devant-la-commission/concernant-lacces-aux-documents-dorganismes-publics/

Nous vous prions d'agréer, , nos salutations distinguées.

Originale signée par :

M^{me} Tabita Nicolaica
Responsable de l'accès aux
documents et de la protection des
renseignements personnels

p. j.

Saisissez du texte ici

PROFIL PAYS: CORÉE DU SUD



Mise à jour: 2018-06-01

Mise en garde

Ce document doit être compris comme un guide général qui brosse un tableau des exigences administratives, légales et fiscales dans le pays. Il se veut le plus à jour possible bien qu'il ne s'agisse pas d'un document exhaustif. De plus, il ne recense pas des pratiques d'affaires qui peuvent être répandues, mais qui n'ont pas d'assises légales. Il faut tenir compte de ces limites dans l'étude d'un dossier puisqu'il faudrait également évaluer, selon le cas, des preuves documentaires connexes qui corroboreraient les affirmations du candidat relativement à l'origine ou à la suffisance de ses fonds.

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA CORÉE DU SUD	5
2. LE STATUTAIRE	5
3. LA FISCALITÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE DES RÉSIDENTS SUD-CORÉENS.....	6
3.0.1 Déclaration électronique des revenus de particuliers	7
5. L'ENTREPRISE SUD-CORÉENNE.....	11
5.1 Les formes juridiques des entreprises et les documents officiels afférents.....	11
5.1.1 L'entreprise individuelle ou partenariat (<i>Hapmyong Hoesa</i>) :	12
5.1.2 Le partenariat limité (<i>Hapja Hoesa</i>) :	13
5.1.3 La société à responsabilité limitée (<i>Yuhan Hoesa</i>)	13
5.1.4 La société à responsabilité limitée publique (<i>Chusik Hoesa</i>)	13
5.2 La fiscalité des entreprises.....	14
5.2.1 L'impôt sur les sociétés	14
5.2.2 La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	14
5.2.3 Déclaration électronique des revenus d'entreprise et de valeurs ajoutées	14
5.2.4 Les zones franches.....	15
5.3 Les états financiers	15
5.3.1 Les obligations comptables	15
5.3.2 Les experts comptables	15
6. LES AVOIRS	17
6.1 Les propriétés immobilières.....	17
6.1.1 Le processus d'enregistrement d'un contrat de vente d'un bien immobilier.....	17

6.1.2 Les rapports d'évaluation	18
6.1.3 Le marché immobilier	18
6.2 Les avoirs bancaires	21
6.3 Les bureaux de crédit	21
6.4 Les héritages	22
6.5 Les donations	23
6.6 Les fonds de pension.....	23
	
	
Références	25

NOTE : l'accès aux liens est obtenu en appuyant sur la touche CTR et en cliquant sur l'hyperlien ou faire copier/coller sur la page.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA CORÉE DU SUD

Afin de vous renseigner sur la géographie, l'histoire et sur la culture de la Corée du Sud, nous vous référons à l'article de Wikipédia à son sujet:

https://fr.wikipedia.org/wiki/Cor%C3%A9e_du_Sud

Il s'y trouve une section sur l'économie. Pour des statistiques de base sur l'économie sud-coréenne, consultez la [fiche d'information sur la Corée du Sud](#) d'Affaires mondiales Canada; pour plus de renseignements sur le contexte économique du pays, consultez: [Ease of Doing Business in Korea, Rep.](#)

Pour des renseignements sommaires sur le droit sud-coréen, référez-vous au wiki suivant:

https://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_sud-cor%C3%A9en

Ou pour plus de renseignements au site Korealaw.com

2. LE STATUTAIRE

Les citoyens de la République de Corée (Corée du Sud) n'ont pas besoin de visa pour entrer au Canada. S'ils voyagent en avion, ils ont besoin d'une autorisation électronique de voyage (AVE)

[Exemple de passeport sud-coréen](#)

[Exemple de certificat d'identité](#)

[Exemple de household register](#)

[Exemple de certificat de famille](#)

[Exemple de certificat d'adoption](#)

[Exemple de certificat de mariage](#)

Pour des exemples de documents scolaires sud-coréens, nous vous référons à la banque de données BCAUT.

3. LA FISCALITÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE DES RÉSIDENTS SUD-CORÉENS

Le régime de sécurité sociale coréen comprend quatre éléments :

- 1) Régime de retraite nationale (National Pension Scheme) dont la contribution est assurée à parts égales entre l'employeur et l'employé ; [exemple d'historique de cotisation à la NPS](#).
- 2) Régime national d'assurance maladie dont la contribution de 5,89% est assurée à parts égales entre l'employeur et l'employé ;
- 3) Assurance contre les accidents de travail dont la contribution (se situant entre 0,7% et 35,4% selon le domaine d'activité) est assurée par l'employeur ;
- 4) Assurance-emploi séparée en deux volets soit « chômage » (dont la contribution de 1,1% est assurée à parts égales entre l'employeur et l'employé) et « prime de développement de la capacité de l'employé » (dont la contribution assurée par l'employeur se situe entre 0,25% et 0,85%).

[Exemple de déclaration d'impôt individuelle faite par une entreprise \(non endossée\) et d'un relevé historique des cotisations sociales](#)

Le fisc sud-coréen émet également des certificats de revenus d'employé et des certificats de revenus de toutes sources (indiquant les revenus consolidés) pour les particuliers. Voici deux de ces certificats:

[Exemple de certificat de revenus global](#)

[Exemple de certificat de revenus de salaires](#)

Le fisc est généralement laxiste pour les salariés à faible revenu. Ainsi, les étudiants et les employés à temps partiel ne paieront pas d'impôt.



3.0.1 Déclaration électronique des revenus de particuliers

Après examen du site du [National Tax Service](#), il ne semblait pas encore possible au moment de la rédaction de la mise à jour du 2017-12-27, de soumettre électroniquement la déclaration de revenus d'un particulier. Par contre, des outils de calculs étaient fournis aux contribuables, mais les formulaires remplis et les tableaux produits ne constituaient pas une déclaration officielle.

[REDACTED]

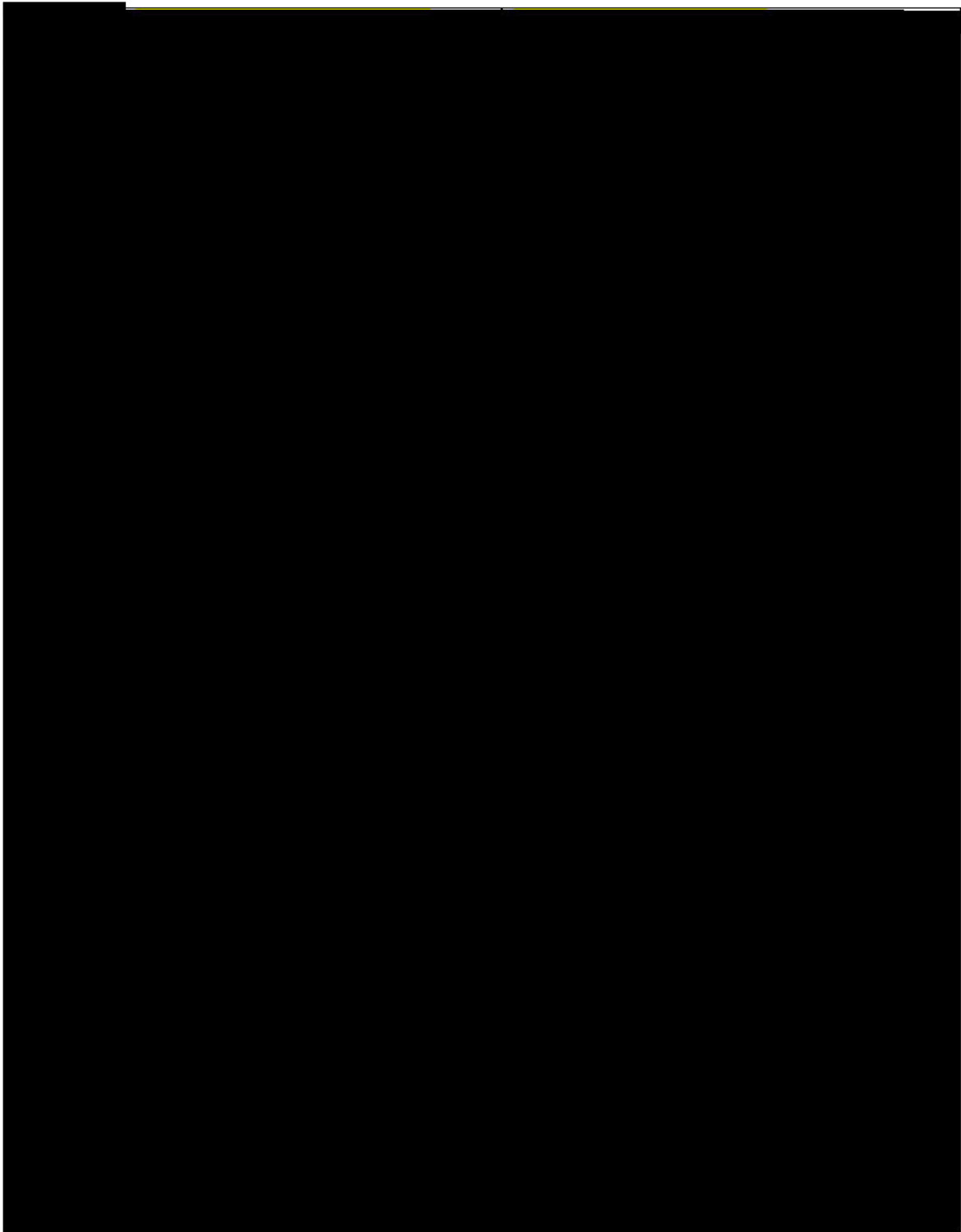
[REDACTED]

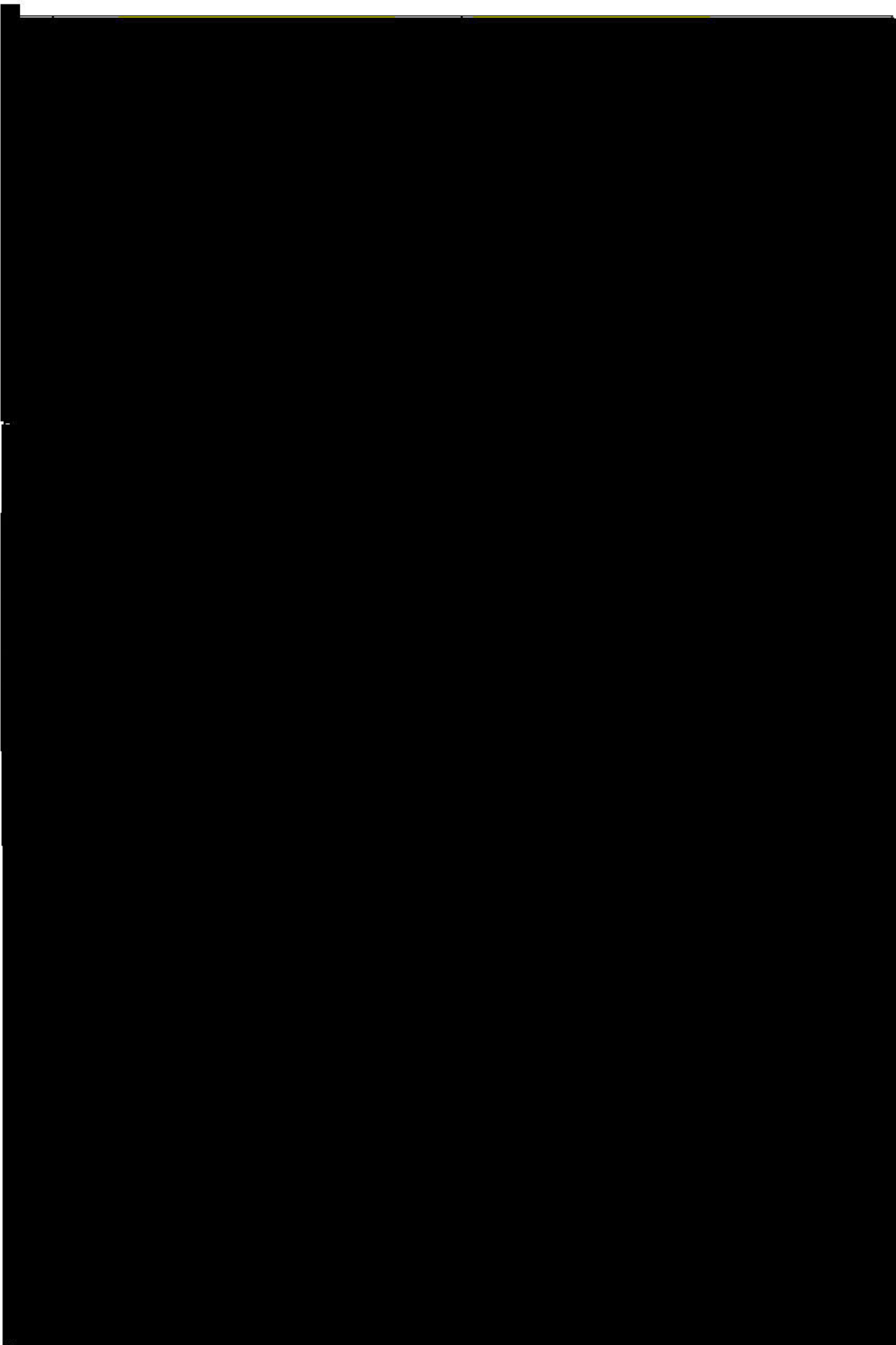
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]





5. L'ENTREPRISE SUD-CORÉENNE

Les documents suivants appuient l'existence et la participation dans une entreprise:

- ✓ **Certificat d'enregistrement de l'entreprise** (*certificate for Business Registration*) : émis sur demande par le Bureau des taxes. Le certificat donne des renseignements mis à jour sur l'entreprise (les mêmes que dans le registre de commerce) ;
- ✓ **Articles d'association** (*articles of incorporation*) : rédigés par l'entreprise au moment de sa constitution, ils donnent des renseignements sur l'entreprise et ses actionnaires ;
- ✓ **Liste des actionnaires** : Émise par l'entreprise, elle est incluse dans l'état d'ajustement fiscal (*tax adjustment statements*). Si l'information de la liste des actionnaires ne correspond pas à celle des articles d'association, le candidat devrait expliquer la différence :
 - le **contrat notarié de transfert d'actions** (*Notarized stock transfer contract*) avec le **certificat de paiement d'impôt sur le transfert d'actions** (*Stock transfer tax payment certificate*) ; ou encore
 - le **remboursement de la taxe sur le transfert des valeurs** (*Securities transfer tax basis return*) avec le **certificat de transfert des valeurs** (*Securities transfer certificate*) confirmé par un comptable agréé ou un comptable fiscaliste agréé.

Les documents suivants appuient la performance financière :

- ✓ Relevé bancaire ;
- ✓ Documents commerciaux (factures, bon de livraison...) ;
- ✓ Documents fiscaux ;
- ✓ Les états financiers qui devraient être selon les *International Financial Reporting Standards* (IFRS) implantés depuis 2011 par le *Korea Accounting Standards Board* (KASB).

5.1 Les formes juridiques des entreprises et les documents officiels afférents

La loi coréenne distingue les formes suivantes d'entreprise.

5.1.1 L'entreprise individuelle ou partenariat (*Hapmyong Hoesa*) :

Elle se compose par une seule personne ou plusieurs personnes dont la responsabilité est illimitée. La ou les personnes physiques sont responsables des dettes de l'entreprise sur leur propre patrimoine. Il n'y a pas de capital minimum. Une société étrangère ne peut former un *Hapmyong Hoesa*.

L'entreprise individuelle appartient évidemment à une seule personne. Le partenariat, par contre, est une entente entre plusieurs individus (généralement des professionnels : cabinet d'avocats, clinique médicale...) pour regrouper leur travail sous le nom de la même entité. Cette dernière ne paie pas d'impôt. Chaque partenaire est imposé séparément sur ses propres revenus provenant de ce partenariat (de manière semblable à un groupement d'entreprises individuelles).

En Corée du Sud, un individu est défini comme étant un résident ou un non-résident selon son lieu de résidence. Un résident est assujéti à l'impôt sur le revenu tant sur ses revenus coréens que sur ceux réalisés à l'extérieur du pays. Un non-résident est assujéti à l'impôt sur le revenu sur ses revenus provenant de sources situées en Corée seulement.

Taux d'imposition des individus selon leur revenu taxable	
Revenu annuel taxable (en millions de wons)	Taux d'imposition (en pourcentage)
0 – 12	6%
12 – 46	0,72 + 15% du montant excédant 12
46 – 88	5,82 + 24% du montant excédant 46
88 – 150	15,9 + 35% du montant excédant 88
150 000 –	52 500 + 38% du montant excédant 150

En date de la mise à jour de ce document, il fallait 850 wons pour 1 \$ CAD.

* À cela s'ajoute une surcharge de 10% pour les résidents.

** Ce tableau montre les taux d'imposition après les modifications du 1^{er} janvier 2014.

Source : [Selected Korean Tax Law Changes for 2014](#)

Les dividendes et les revenus d'intérêts sont imposables à 20% et, en général, les sommes devant être payées sont habituellement prélevées à la source. Certains Coréens affirmeront ne pas déclarer tous leurs revenus à l'impôt. C'est généralement de 30 à 40% des revenus qui ne sont pas déclarés. Ce genre de pratique fait partie de la culture des affaires en Corée et il semble que le gouvernement coréen la « tolère ».

[Exemple de certificats d'enregistrement fiscaux d'une entreprise individuelle](#)

5.1.2 Le partenariat limité (*Hapja Hoesa*) :

Ce type de partenariat diffère du *Hapmyong Hoesa* parce que certains de ses membres ont une responsabilité illimitée alors que d'autres ont une responsabilité limitée. Il s'agit en quelque sorte d'une double structure. Seuls les membres ayant une responsabilité illimitée ont l'autorité d'exécuter les affaires de l'entreprise et de représenter cette dernière.

5.1.3 La société à responsabilité limitée (*Yuhan Hoesa*)

Le nombre d'actionnaires ne doit pas être inférieur à deux et supérieur à 50. Cette société n'est pas autorisée à inviter le public à souscrire à ses actions. La responsabilité des actionnaires est limitée au montant initial apporté au capital. Le capital minimum doit être de 10 millions de wons. Cette forme est utilisée principalement par les petites et moyennes entreprises (PME). Voici quelques documents légaux pour ce type d'entreprise.

[Exemple de « certificate of all registered matters »](#)

[Exemple d'historique des modifications apportées à l'entreprise \(structure, actionariat, cadres\)](#)

[Exemple de certificat de fermeture d'entreprise](#)

[Exemple de déclaration annuelle au registraire des entreprises \(non endossée\)](#)

5.1.4 La société à responsabilité limitée publique (*Chusik Hoesa*)

Le *Chusik Hoesa* est la forme juridique la plus utilisée par les grandes entreprises en Corée. Le gouvernement coréen encourage les investisseurs étrangers à utiliser ce type de société, mais exige un capital minimum de 100 millions de wons (100 000 \$CA). La responsabilité des actionnaires est limitée au montant initial apporté au capital.

Il peut n'y avoir qu'un seul actionnaire dans un *Chusik Hoesa*. Néanmoins, trois directeurs et un représentant légal sont généralement exigés. Il n'y a aucune exigence particulière quant à la nationalité ou la résidence des actionnaires, directeurs et représentants légaux.

[Plus de détails au sujet des types d'entreprises en Corée du Sud](#)

5.2 La fiscalité des entreprises

5.2.1 L'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est progressif. C'est-à-dire qu'il s'accroît à mesure que les revenus des sociétés augmentent. Les premiers 200 millions sont imposés à 10%. Ce taux passe à 20% pour les revenus se situant entre 200M et 20G. Finalement, tout revenu excédant 20G est imposé à 22%. À cela, s'ajoute une surtaxe locale de 10% imposée à toutes les sociétés.

Taux d'imposition des sociétés coréennes selon leur revenu taxable

Revenu taxable (en millions de wons)	Taux d'imposition (en pourcentage)
0 – 200	10%
200– 20 000	20 + 20% du montant excédant 200
20 000 -	3 980 + 22% du montant excédant 20 000

* À cela s'ajoute une surtaxe de 10% pour les résidents.

[Exemples d'avis de cotisation à l'impôt sur les sociétés](#)

5.2.2 La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

En Corée du Sud, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est de 10%. Les entreprises qui fournissent des biens ou des services taxables doivent s'enregistrer auprès de l'administration fiscale en matière de TVA. Certains biens et services, tels que les produits alimentaires non transformés et les services bancaires et d'assurance, sont exemptés de TVA. Un taux d'imposition zéro est appliqué aux exportations et à des services rendus à l'extérieur du pays. Les déclarations de TVA doivent être produites sur une base trimestrielle et remises aux autorités dans les 25 jours suivant la date de fin de chaque période (50 jours dans le cas de sociétés étrangères).

[Exemple de certificat de TVA émis en 2011](#)

[Exemple de certificat de TVA émis en 2008](#)

5.2.3 Déclaration électronique des revenus d'entreprise et de valeurs ajoutées

Après examen du site du [National Tax Service](#), il ne semblait pas encore possible au moment de la rédaction de la mise à jour du 2017-12-27, de soumettre électroniquement la déclaration de revenus d'une entreprise ou de valeurs ajoutées sur les produits.

5.2.4 Les zones franches

La Corée du Sud compte huit zones économiques franches (*Free Economic Zones (FEZ)*) dont les premières ont été lancées en 2004. D'après la page Web officielle des FEZ, une zone économique franche est une zone spécialement destinée à encourager les investissements étrangers en améliorant l'environnement de vie et de gestion et en mettant en place des avantages fiscaux afin d'accroître les activités de l'entreprise et fournir des incitations à l'investissement.

Pour davantage de renseignements sur les zones économiques franches, consultez le site suivant: <http://www.fez.go.kr/global/en/index.do>

Ou bien le document suivant: [What is FEZ?](#)

5.3 Les états financiers

5.3.1 Les obligations comptables

L'année fiscale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) ont été choisies en 2007 comme les normes comptables ayant cours en Corée. Depuis 2011, toutes les entreprises doivent se conformer à ces standards.

En Corée, seules les sociétés publiques à responsabilité limitée (Chusik Hoesa) ayant plus de 10G wons en actifs à la fin de l'année fiscale et les sociétés cotées à la bourse coréenne doivent faire l'objet d'une vérification externe (les autres entreprises restant libres d'y recourir sur une base volontaire). Cette vérification doit être effectuée par des comptables agréés indépendants détenant des qualifications coréennes.

Alors qu'en 2005 (selon le Profil pays de la même année), il avait été noté (d'après une étude de PWC) le faible niveau de fiabilité des états financiers sud-coréens, l'évaluation de l'environnement des affaires du pays par la COFACE lui a attribué la note A2 en 2014 (soit presque la note maximale qui est A1). La notation A2 correspond à l'analyse suivante de la COFACE : « L'environnement des affaires est satisfaisant. Les bilans des entreprises, quand ils sont disponibles, sont fiables. Le recouvrement de créances fonctionne convenablement. Les institutions sont globalement performantes. Les entreprises évoluent dans un cadre relativement stable, mais perfectible. »

5.3.2 Les experts comptables

Il existe deux organismes professionnels encadrant la profession des comptables en Corée du Sud:

- l'[Association coréenne des comptables fiscaux publics certifiés](#).
- l'Institut coréen des comptables publics certifiés ([KICPA](#))

Vous pouvez consulter directement la liste des membres sur le site de KICPA en allant sur la page d'accueil, et en cliquant sur « About KICPA » et sur « Find Our Members »; ou bien vous pouvez consulter la liste suivante en date du 22 août 2014: [Liste des membres](#).

The screenshot shows the KICPA website in Internet Explorer. The 'About KICPA' menu is open, with 'Find Our Members' highlighted. The main content area is titled 'Find Our Members' and includes a section for 'Request for License Verification'. Below this is a table listing member accounting firms.

Name of Accounting Firm	Global Network	Website Link
Anse Accounting & Management		Website Link
Baker Tilly Sungto LLC	Baker Tilly International	Website Link
Barun Accounting Corporation		Website Link
BDO Daajoo LLC	BDO Global	Website Link

6. LES AVOIRS

6.1 Les propriétés immobilières

6.1.1 Le processus d'enregistrement d'un contrat de vente d'un bien immobilier

Les étapes d'enregistrement d'un contrat de vente d'un bien immobilier sont :

- 1) L'obtention de copies certifiées de l'extrait du registre foncier concernant la propriété et/ou le terrain** auprès du bureau d'enregistrement et du tribunal de l'arrondissement ;
- 2) L'obtention de copies du certificat de cadastre et du certificat de gestion de bâtiment** : ces documents sont publiés par différents bureaux gouvernementaux de niveaux variés. Ils sont disponibles auprès de ces bureaux ou en ligne ;
- 3) Préparation du contrat de vente et apposition du timbre ;**
- 4) Signalement du prix réel de la transaction** : Il existe un système de signalement du prix réel de la transaction en Corée et les parties devraient informer le bureau des taxes de l'arrondissement dans les 60 jours suivant la signature du contrat de vente (peut être effectué en ligne). Un certificat de « signalement du prix réel » est normalement émis et celui-ci est requis pour effectuer le transfert du titre de propriété ;
- 5) Paiement des taxes par l'acheteur** : l'acheteur paie la taxe d'acquisition, la taxe d'éducation et la taxe d'agriculture et des pêcheries en ligne ;
- 6) Achat par l'acheteur d'obligations de logement** : l'acheteur devrait acheter des obligations nationales de logement auprès des banques commerciales. Il doit inscrire le nombre de bonds achetés dans le formulaire d'application pour l'enregistrement (à l'étape 7) ;
- 7) Demande par l'acheteur de l'enregistrement du titre** : les parties remplissent le formulaire de demande d'enregistrement du titre auprès du bureau d'enregistrement et tribunal de leur arrondissement. Ils joignent également l'ensemble de la documentation requise à cette étape. Cette transaction peut également s'effectuer en ligne.

[Exemple de titre de propriété sud-coréen \(terrain\)](#)

[Exemple de titre de propriété sud-coréen \(édifice\)](#)

[Exemple de titre de propriété sud-coréen \(groupe d'édifices\)](#)

[Exemple de bail de location de propriété](#)

6.1.2 Les rapports d'évaluation

Dans le processus d'immigration, le Ministère privilégie les rapports d'évaluation préparés par la municipalité, indiquant la valeur sur le marché, ou par le [Korea Appraisal Board](#) (office paragouvernemental). Cet organisme a été créé en 1969 et est très présent un peu partout en Corée du Sud. Il peut évaluer la valeur d'une terre, d'une maison, d'un appartement et même de machines au sein d'une société. Le [Korea Appraisal Board](#) est une référence en matière d'évaluation en Corée et il publie régulièrement des articles et des rapports sur différents sujets.

6.1.3 Le marché immobilier

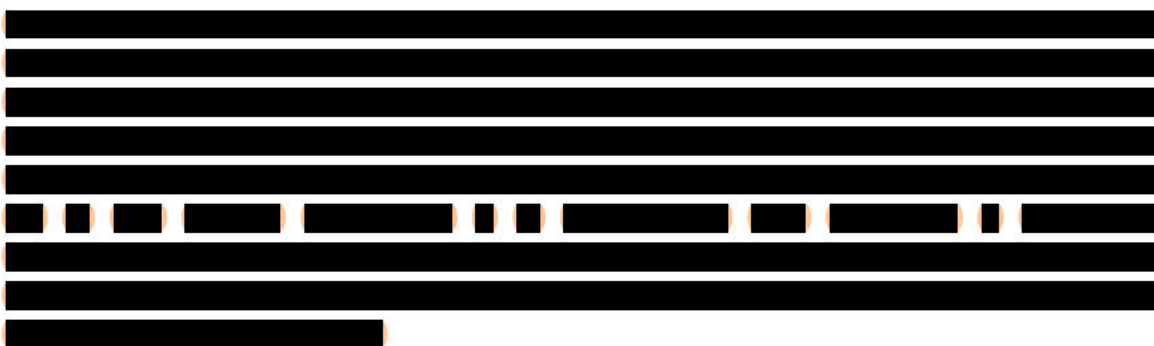
La République de Corée du Sud a informatisé ses cadastres dans un système appelé KLIS (Korean Land Information System). Complété en 2006, il permet de produire 80% des documents de cadastre, du pays. Ce cadastre électronique est géré par le ministère de la Construction et des Transports, le ministère de l'Administration et des Affaires intérieures et par la Cour suprême. Il constitue donc une source sûre. Voici un résumé du champ administratif de ce système:

Target Works	Major Data Contents
Land Transaction Management	Land transaction authorization management register, real estate trade contract approval register, etc.
Foreigner's Land Management	Foreigner's land acquisition and management register, etc.
Developmental Costs Management	Authorization register book, levied expense book, account book, etc.
Real Estate Commission Management	Commission register book, administrative disposal management book, location map, etc.
Official Land Price Management	Proposal management book, land attributes, present status of owners, standard land files, etc.
Management of Zoning	Record of field by field land surveying by zoning
Spatial Data Management	Topographical map, continuous cadastral map, edited cadastral map, zoning map, etc.
Civil Affairs Issue	Issue register for land use planning certificate, etc.
Statistics and Land Policy Support	Statistical data of local governments, land use planning and present conditions, speculation index, land price tendency, etc.

<Table1> Land Management Affairs Related to LMIS

Voici un exemple de document émis par le KLIS sur la valeur d'un [terrain](#).
Pour plus de renseignements sur ce système, consultez le document suivant sur le [KLIS](#).

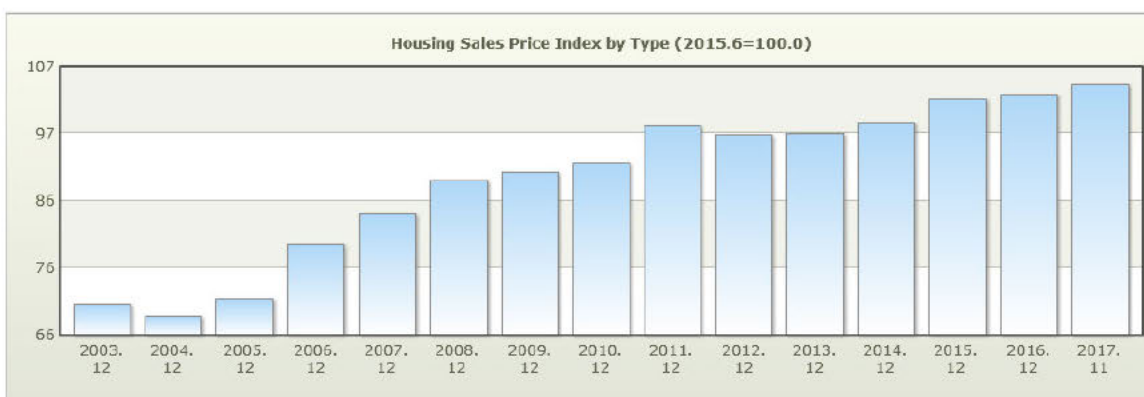




Le tableau suivant donne un aperçu du marché immobilier coréen par région:

[Tableau: progression des prix moyens de l'immobilier en 2017 \(Korean Statistical Information Service\).](#)

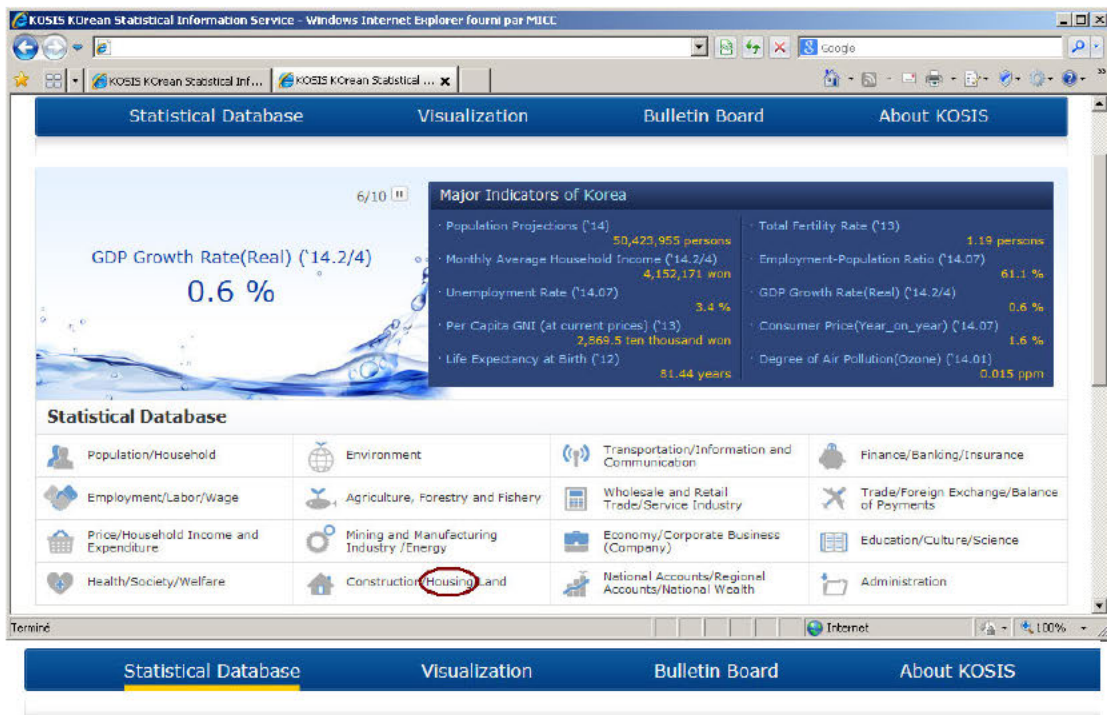
Le graphique suivant montre la variation des prix de l'immobilier, toutes catégories confondues et pour l'ensemble du pays, entre décembre 2003 et novembre 2017, par rapport au mois référence 2015-06.



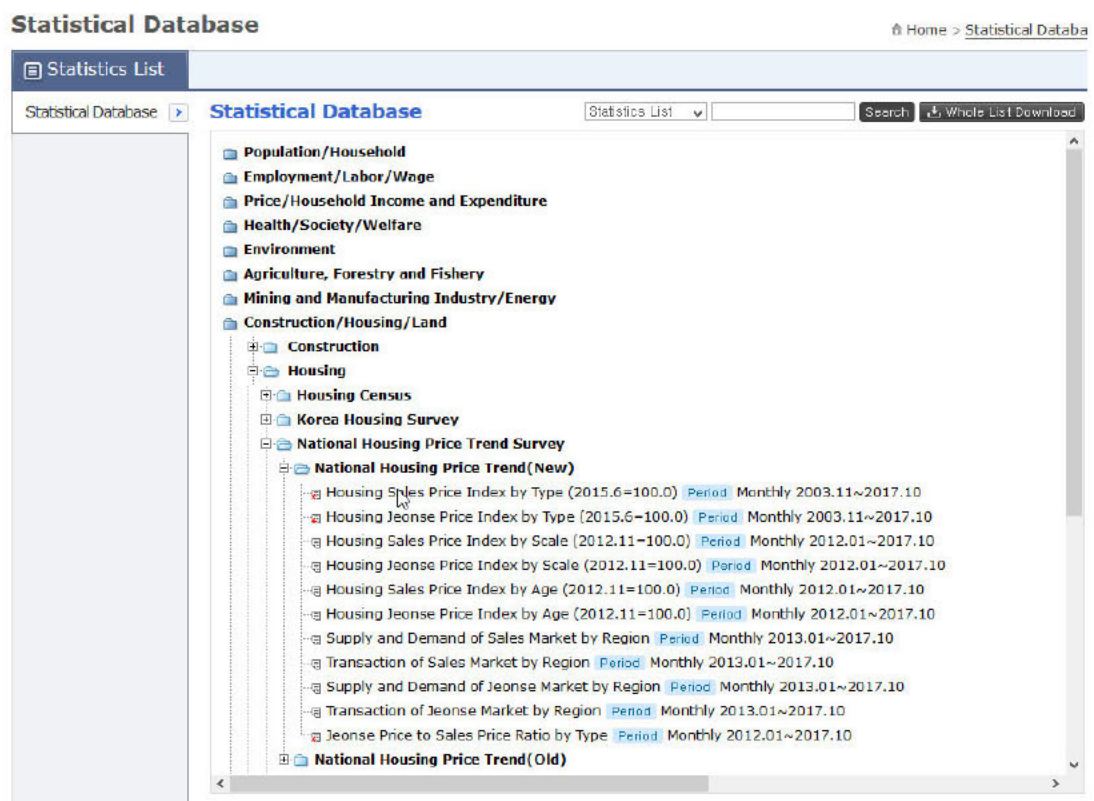
On peut voir que le marché immobilier sud-coréen est relativement stable, s'étant apprécié d'environ 35% au cours de 14 dernières années et de 3,8% depuis juin 2015.

Pour consulter les statistiques les plus récentes, ou davantage de statistiques, rendez-vous le site de la [KOSIS](#) en suivant le chemin suivant:

1



2



6.2 Les avoirs bancaires

Plusieurs banques locales et étrangères opèrent en Corée du Sud. La [liste suivante](#) est non exhaustive.

6.3 Les bureaux de crédit

D'après le projet Doing Business 2014 de la Banque Mondiale et d'IFC, la Corée du Sud a opté tant pour des registres de crédit publics que privés. Chacune de ces catégories de registres couvre 100% de la population adulte (+42 millions de particuliers). Parmi les bureaux de crédit du pays figurent :

- Credit Information Concentration Institution (KFB) ;
- Credit Information Company (NICE Inc.) ;
- Korea Information Service Inc. ;
- Korea Credit Bureau ([KCB](#)).

Par ailleurs, l'ampleur de l'information fournie aux rapports de crédit obtient la note maximale (6/6) dans le projet Doing Business 2014, incluant la garantie légale offerte aux individus et entreprises de consulter leurs informations de crédit. Le détail est livré au tableau suivant :

Depth of credit information index (0–6)	Credit bureau	Credit registry	Index score: 6
Are data on both firms and individuals distributed?	Yes	Yes	1
Are both positive and negative data distributed?	Yes	Yes	1
Does the registry distribute credit information from retailers, trade creditors or utility companies as well as financial institutions?	Yes	Yes	1
Are more than 2 years of historical credit information distributed?	Yes	Yes	1
Is data on all loans below 1% of income per capita distributed?	Yes	Yes	1
Is it guaranteed by law that borrowers can inspect their data in the largest credit registry?	Yes	Yes	1

Note: An economy receives a score of 1 if there is a "yes" to either private bureau or public registry.

Cliquez sur le lien pour avoir un exemple de [rapport de crédit](#).

6.4 Les héritages

Si le défunt était un ressortissant étranger, la loi propre de sa religion ou de son pays d'origine s'applique.

Les membres de la famille héritent dans l'ordre suivant :

1. Époux/épouse et descendants directs (enfants, petits-enfants) ;
2. Ascendants directs (parents, grands-parents) ;
3. Frères et sœurs ;
4. Autres membres de la famille (oncles, tantes, neveux, nièces, cousins et cousines).

Les proportions garanties par la loi aux héritiers sont les suivantes :

- Époux/épouse : la moitié de l'héritage légal ;
- Enfant : la moitié de l'héritage légal.

Si l'époux/épouse ou les enfants ne font pas partie des héritiers, voici les parts prévues pour les autres héritiers.

- Parents : un tiers de l'héritage légal ;
- Frères et sœurs : un tiers de l'héritage légal.

Pour qu'un héritier hérite de davantage que de sa part, les autres héritiers doivent légalement renoncer à leur part.

Une personne ou une société qui reçoit des biens par héritage ou par testament est assujettie à un impôt sur les successions. Cet impôt couvre tous les biens légués par un résident sud-coréen de même que tous les biens en Corée du Sud légués par un non-résident.

La base d'imposition est la valeur des biens moins les déductions suivantes :

- Dettes laissées par le défunt ;
- Dépenses funéraires du défunt entre 5M et 10M de wons ;
- Déduction additionnelle de 5M de wons pour l'utilisation de chambres d'incinération ;
- Impôt public.

Taux d'imposition sur les héritages

Valeur de l'héritage (en millions de wons)	Taux d'imposition (en pourcentage)
0 – 100	10%
100 – 500	10 + 20% du montant excédant 100
500 – 1000	90 + 30% du montant excédant 500
1000 – 3000	240 + 40% du montant excédant 1000
+3000	1040 + 50% du montant excédant 3000

6.5 Les donations

En Corée du Sud, les donations sont imposables au même titre que les biens obtenus par héritage ou testament. Si ces dons sont remis à un membre de la famille, certaines déductions fiscales sont applicables. Dans le cas d'un époux ou d'une épouse, la déduction est de 600M de won. Dans le cas d'un membre de la famille directe (père, mère, frère, sœur, enfant), cette déduction est de 30M (15M s'il est mineur) et dans le cas d'un autre membre de la famille non mentionné précédemment, la déduction est de 5M. Le taux d'imposition pour les donations est le même que celui des héritages (voir tableau ci-dessus).

6.6 Les fonds de pension

En cas d'émigration à l'étranger, la Loi coréenne sur la pension nationale permet à un citoyen coréen de retirer ses contributions ainsi que celle de son employeur lorsqu'il est pleinement assuré. Pour le détail du calcul du «lump-sum», nous vous référons au [National Law Information Center](#) ou à des [extraits](#) de ce site à ce sujet.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Références

1. Sources gouvernementales ou paragouvernementales fiables

- [Affaires mondiales Canada](#)
- [Banque mondiale.](#)
- [Bureau de taxe national de la République de Corée](#) (maintenant disponible en anglais)
- [Bases de données de l'Institut des statistiques de Corée du Sud](#)
- [Bureau national des statistiques de Corée](#) (en coréen seulement)
- [Ministère de la stratégie et des Finances](#)
- [Zones économiques franches](#)
- [National Law Information Center](#)

2. Sources professionnelles sûres

- [Association coréenne des comptables fiscaux publics certifiés.](#)
- [Institut des comptables publics certifiés de Corée](#)
- [Bourse de Corée](#) (en coréen seulement)
- [Invest Korea](#)
- [Korea Appraisal Board](#)
- [Korealaw.com](#)

3. Sources ouvertes

- [Wikipedia.org](#)

4. [Profil pays : Corée du Sud \(février 2005\)](#)